



Alors que la pandémie de COVID-19 frappe très durement les peuples et les économies, une cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement ainsi que l'ONU se sont réunis, via visio-conférence, le 28 mai 2020, pour adopter une initiative commune pour atténuer les effets de cette crise majeure, notamment sur les populations les plus vulnérables.

A l'initiative du Premier ministre du Canada, Justin Trudeau, le Premier ministre de la Jamaïque, Andrew Holness et le Secrétaire général de l'ONU António Guterres, cet événement virtuel a visé à proposer des solutions concrètes à l'urgence de développement causée par la pandémie de COVID-19. Cette réunion virtuelle a été la plus large organisée à ce jour sur le sujet du redressement économique et social et les besoins financiers nécessaires pour surmonter cette crise.

La réunion s'est concentrée sur six domaines d'action urgents nécessaires pour mobiliser le financement requis pour aider les pays dans leur réponse et leur redressement, notamment l'augmentation des liquidités dans l'économie mondiale; remédier à la vulnérabilité de la dette; endiguer les flux financiers illicites; accroître le financement extérieur pour une croissance inclusive et la création d'emplois; et les stratégies permettant aux pays de mieux récupérer, d'atteindre les ODD, de lutter contre le changement climatique et de rétablir l'équilibre entre l'économie et la nature.

Ci-après la transcription du discours du Premier ministre de la République de Madagascar, Christian Ntsay.



« Mesdames et Messieurs les chefs d'État et chefs de Gouvernement,

Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,

Messieurs les co-Présidents.

Je tiens à exprimer la solidarité du gouvernement et du peuple malagasy à tous les pays fortement touchés par des pertes humaines à cause de la pandémie du covid-19.

Je tiens à remercier le Premier ministre du Canada et le Premier ministre de la Jamaïque ainsi que le Secrétaire général des Nations Unies pour le travail remarquable ayant à la tenue de cet évènement de haut niveau dont la thématique est très importante dans un contexte où la pandémie du covid-19 risque d'anéantir les efforts pour atteindre les ODD et met à mal l'économie mondiale.

En effet, nous savons tous que les effets de cette pandémie ne se limitent pas aux pertes humaines mais également à l'appauvrissement accru des populations et à l'affaiblissement de l'économie. La récession mondiale affecte beaucoup plus les pays en développement, et le système de financement du covid-19 devra ainsi en tenir compte.

Eu égard à ce contexte, Madagascar préconise une vision d'effacement de la dette et non pas

seulement un allègement du service de la dette des pays les plus vulnérables qui font face, déjà en déséquilibre structurel de la balance de paiement.

L'action mondiale doit clairement générer un agenda de restructuration d'effacement de la dette pour, d'une part, limiter les risques d'instabilité monétaire et financière pouvant handicaper la relance économique mondiale ; et d'autre part, éviter le surendettement des pays en développement.

Il est évident que les réformes approfondies et structurelles déjà engagées doivent être poursuivies sans relâche pour garantir les conditions de soutenabilité de la dette.

Mesdames et Messieurs,

Beaucoup reste à faire, mais tous ensemble nous pouvons garantir la stabilité monétaire et financière mondiale. L'objectif étant que le financement de la relance mondiale doit reposer sur des instruments financiers économiquement efficaces, socialement équitables et écologiquement profitables.

Enfin, Madagascar réitère la nécessité d'une solidarité internationale et le renforcement de la coopération mondiale.

Je vous remercie de votre attention ».

Transcription : Jeannot Ramambazafy